Déclaration de non-prise en compte des principales incidences négatives (PAI) – SUNSHINE

(Conformément à l'article 4(1)(b) du Règlement (UE) 2019/2088 – SFDR)

Nom de la société de gestion : SUNSHINE – SAS, agréée par l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) sous le numéro GP-20240015

Date de mise à jour : 25/05/2025

Préambule

Conformément à l'article 4(1)(b) du règlement (UE) 2019/2088 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (SFDR), SUNSHINE est tenue d'indiquer si elle prend en compte, au niveau de l'entité, les principales incidences négatives (PAI) de ses décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité. À défaut, elle doit préciser les raisons de cette non-prise en compte et, le cas échéant, si et quand elle envisage de le faire.

Définition des PAI

Les principales incidences négatives (ou « PAI » pour Principal Adverse Impacts) désignent les effets négatifs les plus significatifs que peuvent avoir les décisions d'investissement sur les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance. Il peut s'agir, par exemple, d'impacts en matière de changement climatique, de perte de biodiversité, de consommation de ressources, de conditions de travail, de respect des droits humains ou encore de corruption.

Déclaration de non-prise en compte

SUNSHINE, société de gestion agréée en juillet 2024, spécialisée dans l'investissement en capital-innovation via le fonds SistaFund I, déclare ne pas prendre en compte, à ce stade, les principales incidences négatives des décisions d'investissement sur les facteurs de durabilité, au sens de l'article 4(1)(b) du règlement SFDR.

Cette position s'appuie sur plusieurs éléments :

- Le fonds SistaFund I investit exclusivement dans des entreprises non cotées de petite taille, en phase de démarrage, pour lesquelles les données extra-financières disponibles sont encore limitées, peu standardisées et difficilement comparables.
- Dans l'univers du capital-risque, la collecte et le traitement systématique des indicateurs définis par le règlement délégué (UE) 2022/1288 s'avèrent complexes, en l'absence, à ce jour, d'un cadre de reporting harmonisé applicable à ce type d'entreprises.
- SUNSHINE estime que, dans ce contexte, la production d'une déclaration formelle sur les PAI supposerait des efforts de collecte et d'analyse disproportionnés au

regard du niveau de maturité des sociétés financées sur les sujets ESG. Une telle déclaration ne permettrait pas, en l'état, de refléter de manière pertinente les impacts réels des investissements.

Réévaluation de la position

SUNSHINE reste engagée dans une démarche de progrès en matière de durabilité et réévaluera cette position régulièrement, en fonction notamment des évolutions du cadre réglementaire et de l'amélioration de la disponibilité des données extra-financières dans l'univers du capital-innovation.